

Etienne BLANC : « L'Union Européenne est disposée à financer à 50 % les voies d'accès au Lyon-Turin »

Une réunion de travail a eu lieu la semaine dernière à Bruxelles entre Etienne BLANC, 1^{er} Vice-Président de la Région Auvergne Rhône-Alpes, et la Direction Transports de la Commission Européenne.

Mobilisé sur le dossier Lyon-Turin par Laurent WAUQUIEZ, Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Etienne BLANC avait pour mission de négocier lors de cette rencontre des financements européens pour la réalisation des voies d'accès au tunnel transfrontalier.

« A l'issue de cette rencontre, je suis heureux d'annoncer que l'Union Européenne est disposée à financer 50% de la liaison Lyon-Turin dans sa totalité, c'est-à-dire le tunnel transfrontalier et les voies d'accès à l'ouvrage » déclare Etienne BLANC.

La Région a saisi l'Etat français pour lui demander d'entamer les démarches officielles avec l'Europe pour obtenir ces financements.

Jusqu'à maintenant, l'engagement financier de l'Europe portait seulement sur le tunnel de base à hauteur de 40% (avec un accord de principe pour l'élever à 50%) au titre du Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe (MIE).

« Les voies d'accès sont éligibles à ce mécanisme car, comme nous ne cessons de le plaider, le Lyon-Turin est un tout cohérent » explique Etienne BLANC.

« Sur la base de cet accord de principe, la mobilisation des fonds européens pour les accès doit maintenant cheminer par un processus décisionnel comportant plusieurs étapes. C'est la raison pour laquelle Laurent WAUQUIEZ saisit ce jour la ministre des Transports par courrier, car seul l'Etat peut porter cette demande de financements auprès de l'UE. »

« Dans le contexte de blocage du chantier par le « Mouvement 5 Etoiles » en Italie, mais aussi de difficultés à financer les accès français de la liaison, je veux dire combien cette annonce est fondamentale pour donner une impulsion décisive au Lyon-Turin. Pour la France et l'Italie, cela représente potentiellement une économie d'au moins 3 milliards d'Euros qui garantissent la soutenabilité financière du projet.

L'effet de levier européen est gigantesque. En conjuguant le travail en cours de rephasage des accès français et la contribution potentielle de l'Europe, le coût pour la France du Lyon-Turin serait de 4 Md€ soit 10 fois moins que le Grand Paris Express et 2 fois moins que



Paris-Bordeaux ».

« Au-delà de la connexion de Lyon et de la région au réseau transeuropéen de transport, les voies d'accès de la liaison Lyon-Turin permettront non seulement un report modal optimal des poids lourds vers le rail, mais aussi une amélioration considérable de la mobilité du quotidien sur les lignes desservant Lyon aux villes du sillon alpin. Autant d'objectifs stratégiques sur lesquels la Région est fortement engagée ».

« A trois mois des élections européennes, cette annonce est aussi un beau symbole. Celui d'une Europe qui s'engage concrètement pour rapprocher les citoyens, lutter contre la pollution et créer de l'emploi en dynamisant l'économie des territoires. L'Etat français doit être à la hauteur de cet engagement. La Région Auvergne-Rhône-Alpes est déterminée à l'être » conclut **Etienne BLANC**.

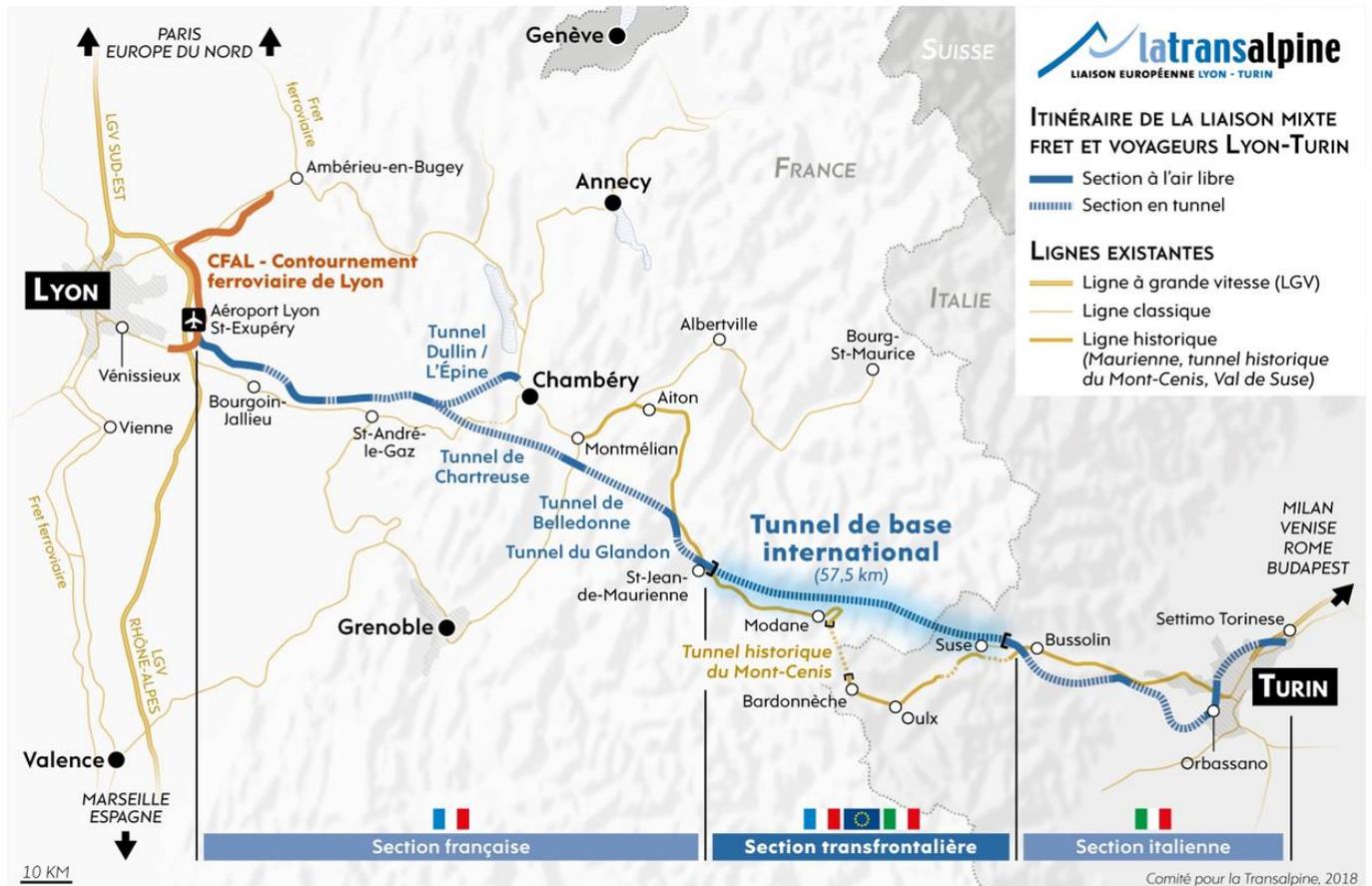
Les chiffres clés

A ce jour la part française du Lyon-Turin s'élève à **9,6 Md€** (accès + participation au tunnel) pour un coût total de la liaison de **18 Md€** (le chiffre de 26 Md€ évoqué en 2012 par la Cour des Comptes et régulièrement repris ne correspond plus depuis longtemps aux décisions actées)

- Voies d'accès françaises : 7,7 Md€
- Tunnel transfrontalier : 8,6 Md€
- Voies d'accès italiennes : 1,7 Md€

La révision en cours du projet des accès français à 4 Md€ et un financement européen à 50 % de la totalité de la liaison ramènerait la part française à 4 Md€ sur 10/15 ans





7,7 Md€ (DUP 2013)

Un travail est engagé pour ramener ce coût à environ **4 Md€** à grâce à un phasage plus sobre et financé comme suit :

- 40/50% UE
- 25 % collectivités locales (principalement Région)
- 25 % Etat

8,6 Md€

- 40/50 % UE
- 35 % Italie
- 25 % France

1,7 Md€

- 40/50 % UE
- 40/50 % Italie

